

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Service de la Correspondance Présidentielle
SCP/BA/Julie KOPP-DEBELLEMANIERE

Paris, le 17 juin 2016

NOTE

A L'ATTENTION DE MONSIEUR JEAN-PIERRE JOUYET SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Synthèse des réactions d'opinion reçues concernant la vie politique.

Parmi les 3 029 courriers d'opinion parvenus à la Présidence de la République au cours du mois écoulé, 565 soit 19%, portent sur la vie politique française et font l'objet de cette synthèse.

Les soutiens au Président de la République soulignent l'importance du rassemblement de la gauche (I) quand ses détracteurs se livrent à un inventaire critique du quinquennat en recourant à l'expression « ça va mieux » (II). Enfin, les prochaines échéances électorales sont envisagées à l'aune d'une éventuelle candidature du Chef de l'Etat à sa propre succession (III).

I. Les soutiens au Chef de l'Etat lui demandent de mettre de l'ordre au sein de la majorité et du gouvernement :

L'examen du projet de loi Travail ayant mis au jour les lignes de fracture qui traversent la majorité, la nécessité de « *souder la gauche* » apparaît d'autant plus capitale que le mandat entre dans sa dernière année. S'ils sont une trentaine à rappeler « *l'importance capitale d'afficher un clan uni* », l'attitude à adopter vis-à-vis des frondeurs à l'Assemblée et d'Emmanuel Macron au sein du gouvernement reflète ces divergences.

- **Les frondeurs font le plus réagir.** Qualifiant le comportement des frondeurs de « *suicide politique* », ces intervenants font part de leur incompréhension mâtinée de désarroi devant des « *chamailleries* » qui pourraient se révéler « *dangereuses* » pour l'ensemble de la gauche. Ils demandent au Chef de l'Etat de mettre fin à ce « *spectacle lamentable* » en faisant preuve d'autorité : « *ces sabotages de l'intérieur et ces cacophonies incessantes sont inacceptables et intolérables, mettez-y un terme* ».

Epargnant au Président de la République la responsabilité de ces divisions, ils sont plus enclins à y voir le reflet d'un mal qui rongerait la classe politique dans son ensemble : des politiques « *carriéristes* » privilégiant leur ambition personnelle au détriment de l'intérêt général.

- **Le Ministre de l'économie** n'a engendré qu'une quinzaine de commentaires partagés quant à sa personnalité, son avenir au sein du gouvernement et son inscription dans un dispositif politique plus large en vue de 2017 :

Certains voient en lui l'homme du rassemblement, « *l'homme à suivre* ». Son parcours atypique et son « *profil hybride* » serait « *idéal* », en mesure de contenter l'électorat de gauche et de séduire celui de droite, face à une gauche jugée vieillissante. Convaincus de sa capacité à rassembler, quelques-uns vont jusqu'à conseiller au Chef de l'Etat de le désigner comme son « *poulain pour 2017* » ou, percevant chez lui l'incarnation d'« *un second souffle* », suggèrent de le nommer Premier ministre.

A l'inverse, ses détracteurs le jugent opportuniste (*« Macron se précipite en créant son parti, il ne pense qu'à son avenir »*) et l'accusent de scinder l'électorat socialiste. La plupart militants socialistes, ils demandent au Président de la République de clarifier ainsi la donne pour 2017 : *« ne vous laissez pas contester votre place de leader et de candidat »*. Les accrochages avec le Premier ministre sont également relevés : *« un combat de coqs ce n'est pas terrible pour l'image du rassemblement »*.

- Dans ce contexte, **les initiatives de rassemblement** à l'instar de « Hé Ho la gauche » et le discours du colloque « La gauche et le pouvoir » sont peu commentées, mais lorsqu'elles le sont saluées par des sympathisants attentifs aux premiers signaux *« de la refondation de la gauche »*. Ces partisans du Chef de l'Etat appellent à multiplier ces rassemblements *« qui ravivent la flamme de la gauche »*, pour convaincre les électeurs du bilan positif des quatre années de mandat.

II. Des usages de l'expression « ça va mieux », renvoyant à l'évaluation du mandat :

- Parmi les occurrences de l'expression présidentielle, **30% s'accordent à dire que l'embellie est effective et incitent le Président de la République « à marteler cette affirmation autant que les adversaires usent du ça va mal »**.

Rejoignant les tenants d'une communication plus offensive, ils l'encouragent à détailler ces propos : *« expliquez aux Français pourquoi « ça va mieux », argumentez afin de prouver que vous n'usez pas de la méthode Coué »*.

- **A l'inverse, ils sont 70% à juger la formule « mensongère » et « déplacée »** : *« la France s'enfonce et vous osez clamer que ça va mieux ?! »*.

- Premier sujet de grief, **la politique économique et sociale** menée par l'exécutif suscite un mécontentement général : *« les 1 million de chômeurs en plus, c'est mieux ? Les impôts au plus haut, c'est mieux ? La dette qui augmente, c'est mieux ? Les manifestations et les grèves, c'est mieux ? »*.

- Chez les sympathisants de gauche, **la déception vis-à-vis de certains engagements de la campagne de 2012**, en particulier en matière économique, domine : *« oui, ça va mieux pour nos amis de la finance mais pas pour les petits contribuables ! »* ; *« vous Vallsez sur un air de Macronite, une danse de droite sur un air de capitalisme »*.

- Par ailleurs, **le train de vie de l'Etat et la question de la moralisation de la vie publique** totalisent 54 avis négatifs. Prenant prétexte du *« recasage maladroit et honteux »* de Jean-Paul Huchon, une vingtaine de personnes ont dénoncé des choix dictés par le *« favoritisme et les magouilles entre copains »* symptomatique de la déconnexion des élus et de leurs administrés, et la primeur des intérêts particuliers sur l'intérêt général. Sur le ton de la polémique, la moitié interpelle le Chef de l'Etat sur le **devenir du « principe d'exemplarité »** prôné en 2012, tout en y répondant : *« notre République ressemble de plus en plus à une monarchie avec sa cour qui distribue des faveurs à ses courtisans »* ; tandis que les autres s'inquiètent des **retombées pour le Front national**.

- Autre motif de mécontentement, **les révélations concernant Denis Baupin** ont scandalisé une dizaine de personnes désolées du *« spectacle »* donnée à cette occasion par la classe politique française. Là encore, la formule « ça va mieux » est utilisée pour mieux la contester, rappelant au passage d'autres épisodes qui ont écorné l'image de l'exécutif : *« après Cahuzac et Thévenoud, voici un nouveau genre de dérive : Denis Baupin. Mais ça va mieux, puisque vous le dites... »*.

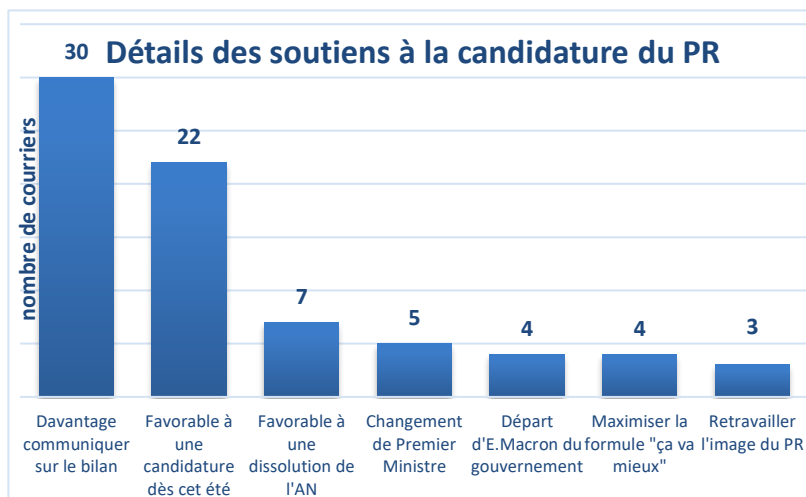
A noter enfin que ces réactions interviennent dans un climat social tendu où la défiance envers les représentants élus au Parlement est forte, comme semble en témoigner **l'absence de réactions au mitraillage de plusieurs permanences du parti socialiste**.

III. Election 2017 : un intérêt grandissant

Les messages relatifs à l'élection présidentielle de 2017 sont en hausse tendancielle de mois en mois, signe que le sujet commence – progressivement – à s'implanter dans les horizons des Français.

- Majoritaires dans les courriers, **les soutiens à une seconde mandature constituent 62% des correspondances** : « 5 années ne suffisent pas à réformer, bonne chance pour 2017 ». Convaincus que le Chef de l'Etat possède « l'étoffe nécessaire » mais déplorant bien souvent une communication insuffisante, ils **l'encouragent à se représenter et à défendre ardemment son bilan** : « soyez fier de votre bilan, défendez le, parlez-en ! ». Nombreux sont ceux à proposer des moyens de faire valoir le travail accompli : « ne serait-il pas judicieux de lancer un site internet dédié aux réalisations de votre quinquennat ? ».

Outre les réflexions sur la communication, un quart des intervenants souhaitent qu'en cas de nouvelle candidature, le Chef de l'Etat **l'annonce rapidement** (« avant l'été ») afin d'imposer « cette idée aux éventuels détracteurs et autres frondeurs ». D'après eux, cette annonce obligerait la gauche à s'unir afin de le soutenir et lui permettrait de discerner ses « véritables alliés ».



- A l'inverse, **38% des correspondances relaient des messages d'opposition à une éventuelle candidature**, dont la plupart émanent d'électeurs de gauche déçus. Annonçant « une défaite assurée » et arguant que la politique menée « n'est plus de gauche », leur motivation réside d'abord dans l'envie de sanctionner le Président de la République. Sans plébisciter aucune autre personnalité et sans faire mention d'une élection primaire à gauche, ces électeurs annoncent qu'ils s'abstiendront le cas échéant.

Maxence DEN HEIJER